

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "visant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives à la preuve des obligations", a donné le 16 novembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 juli 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het bewijs van verbintenissen", heeft op 16 november 1998 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

I. Observations générales

1. Cet avant-projet de loi est notamment lié à un avant-projet de loi soumis à la section de législation du Conseil d'Etat et qui a pour objet la réglementation de l'activité des autorités de certification agréées en vue de l'utilisation de signatures digitales (n° L. 27.922/4).

L'article 3, § 5, de ce dernier projet précise que :

"Sans préjudice des articles 1323 et suivants du Code civil, une signature digitale réalisée sur base d'un certificat émis dans les conditions fixées par la présente loi constitue une signature au sens de l'article 1322 du Code civil lorsqu'elle est appliquée à cette fin par une personne physique."

L'article 3 du projet modifiant les règles civiles relatives à la preuve des obligations, insère deux nouveaux alinéas dans l'article 1322 du Code civil rédigés comme suit :

"Est assimilé à une signature manuscrite l'ensemble de données issues de la transformation de l'écrit et dont ressort avec certitude l'identité de l'auteur et son adhésion au contenu de l'écrit."

En cas d'application de l'alinéa précédent, est assimilé à un acte sous seing privé original l'écrit signé dont le maintien de l'intégrité du contenu est établi avec certitude."

.../...

Selon le commentaire de cette disposition, l'article 1322 du Code civil est complété de manière à ce que la définition y contenue ne se limite pas seulement "aux procédés techniques de signature "digitale" existants pour le moment". La volonté est de légiférer en fonction des progrès informatiques et électroniques qui pourront encore se manifester dans ce domaine.

D'une manière générale, il serait préférable, dans un souci de sécurité juridique, que la question du caractère probant des signatures électroniques, dont les signatures digitales, soit directement réglée dans l'article 1322 du Code civil plutôt que dans plusieurs textes distincts.

En outre, il apparaît que les textes en projet peuvent donner lieu à des difficultés d'interprétation. Ainsi, il semble résulter de l'article 3, § 5, du projet ayant fait l'objet de l'avis L. 27.922/4, précité, que la signature digitale sera assimilée à une signature manuscrite conformément à l'article 1322 en projet pour autant "qu'elle soit appliquée à cette fin par une personne physique".

Or, l'article 1322 en projet du Code civil ne prend pas en considération la question de savoir en quelle qualité le signataire a apposé sa signature.

2. Par ailleurs, le Conseil d'Etat a également été saisi d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des dispositions relatives à la signature électronique, qui s'applique à la sécurité sociale, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant

.../...

modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions" (avis n° L. 28.098/1/V).

Cet arrêté en projet tend à instaurer un système provisoire de signatures électroniques pour les besoins de la sécurité sociale.

A cette fin, un nouvel article 16bis est inséré dans la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, qui prévoit que :

"dans les cas fixés par le Roi, en ce qui concerne l'application de la sécurité sociale, vaut également signature, outre la signature manuscrite, le résultat découlant d'une transformation asymétrique et cryptographique d'un ensemble de données électroniques, pour autant qu'une autorité de certification agréée par la Banque-carrefour ait certifié que cette transformation permet de déterminer, avec un degré de certitude raisonnable, l'identité de l'auteur et son accord avec le contenu de l'ensemble des données, ainsi que l'intégrité de l'ensemble des données."

Bien que cet arrêté ne doive rester en vigueur que pendant une période limitée dans le temps (du 1er octobre 1998 au 30 juin 1999), le Conseil d'Etat constate que déjà pas moins de trois textes distincts entendent régler l'un ou l'autre aspect des problèmes nés de la pratique électronique.

Que l'on autorise le recours à des signatures électroniques en matière de sécurité sociale est une chose mais que l'on en arrive, d'une part, à l'assimiler à une signature manuscrite et, d'autre part, à définir cette signature électronique, c'est anticiper sur les deux pre-

.../...

miers projets qui sont censés donner un cadre légal suffisant pour le développement de cette technologie.

Une telle manière de procéder n'est pas de nature à renforcer la sécurité juridique et encore moins la cohérence de notre système juridique.

Dispositif

Article 2

(Article 1315 du Code civil en projet)

1. L'article 1315 du Code civil est relatif à la charge de la preuve et prévoit que :

"Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation."

Tant la doctrine (1) que la jurisprudence (2) considèrent que les règles légales relatives à la preuve en matière civile ne sont ni d'ordre public ni impératives, de sorte que, conventionnellement, les parties peuvent déroger à l'article 1315 du Code civil, soit pour atténuer les exigences légales, soit pour les renforcer.

(1) R. Mougenot, La preuve, Rép. not., T. IV, Livre II, éd. 1997, Larcier, p. 89; N. Verheyden-Jeanmart, Droit de la preuve, Précis de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain, Larcier, 1991, p. 29.

(2) Cass., 30 janvier 1947, Pas., 1947, I, p. 29; Cass., 30 septembre 1948, Pas., 1948, I, p. 520; Cass., 20 juin 1957, Pas., 1957, I, p. 1256.

L'article 2 de l'avant-projet entend compléter l'article 1315 du Code civil par un alinéa ainsi rédigé :

"Les conventions qui dérogent aux dispositions de cet article, sont réputées nulles à l'exception de celles conclues après le commencement d'un procès judiciaire.".

Rappelant qu'en l'état actuel, l'article 1315 du Code civil n'est ni d'ordre public, ni impératif et que les parties peuvent y déroger conventionnellement, le commentaire de la disposition en projet indique que :

"En pratique, cette liberté contractuelle a souvent comme conséquence qu'une partie économiquement plus faible, par manque de connaissance juridique, souscrit à un régime de preuve très désavantageux, qui fait reposer la charge de la preuve en ce qui concerne les transactions électroniques en grande partie sur ses épaules. Afin de protéger cette partie, un troisième alinéa est ajouté à l'article 1315 du Code civil, afin de préciser que les conventions qui dérogent au régime de preuve de cet article, sont réputées nulles à moins qu'elles ne soient conclues après le commencement d'un procès judiciaire.".

Force est de constater que l'objectif ainsi poursuivi par l'auteur du projet - c'est-à-dire protéger la partie économiquement faible dans le ressort des transactions électroniques - conduit, par la voie d'une disposition générale, à modifier très profondément le droit de la preuve. L'article 1315, alinéa 3, en projet aura, en effet, cette portée de rendre les dispositions relatives à la charge de la preuve impératives et cela dans l'ensemble du champ contractuel, tant en matière civile que commerciale.

.../...

Le Conseil d'Etat attire l'attention sur ce que la disposition en projet, si elle était adoptée, engendrera les conséquences les plus graves. La règle sera, en effet, d'application en toutes matières et non point seulement dans le cadre des transactions électroniques. Même dans ce secteur, elle pourrait s'avérer totalement inadéquate dès lors que les cocontractants - comme ce sera le plus souvent le cas en matière commerciale - sont économiquement sur pied d'égalité.

Rendre de manière générale les règles de la charge de la preuve impératives conduira à des conséquences qui paraissent difficilement acceptables. Contrairement à ce qui est avancé dans l'exposé des motifs, il paraît certain que la disposition en projet aura pour effet de rendre nulle toute convention contenant modification implicite de la charge de la preuve. Tel sera notamment le cas lorsque les parties qualifient l'obligation d'un débiteur de résultat. Cette qualification est unanimement considérée en doctrine comme constitutive d'une modification contractuelle de la charge de la preuve (1). Or, de telles conventions sont fréquentes et, actuellement, parfaitement licites tant en matière civile que commerciale. Emportent, de même,

(1) En ce sens, voyez, très clairement, R. Mougenot, (op. cit., p. 89), qui donne précisément comme exemple de dérogation conventionnelle aux règles de l'article 1315 du Code civil, l'hypothèse où "des cocontractants s'accordent pour conférer aux obligations d'un débiteur le caractère d'obligations de résultat"; dans le même sens N. Verheyden-Jeanmart, p. 48, note 32, qui écrit : "quand les parties qualifient l'obligation du débiteur d'obligations de résultat, elles inversent la charge de la preuve"; dans le même sens également, G. Goubeaux et P. Bihl, Répertoire de droit civil Dalloz, V° Preuve, n° 165.

modification conventionnelle des règles relatives à la charge de la preuve, les contrats constitutifs de garantie à première demande. Ainsi que l'écrit F. 'T KINT,

"la garantie à première demande est la garantie la plus fréquente et la plus rigoureuse. Comme l'indique sa dénomination, elle sera exigible à tout moment, à l'entière discrétion et sur simple appel du bénéficiaire. Aucune justification n'est requise. Et le paiement devra intervenir sans délai. Le banquier (et plus encore le donneur d'ordre) s'en remet à la totale bonne foi du bénéficiaire."

Même dans la variante qui adoucit la garantie en imposant une exigence de motivation dans le chef du bénéficiaire, cette exigence est de pure forme :

"le bénéficiaire doit indiquer, dans une déclaration écrite et formelle, la raison qui justifie l'appel à la garantie : retard, malfaçons, inexécution totale ou partielle. Aucune preuve de ce qu'il allègue ne doit être apportée et aucun contrôle n'est exigé du banquier (1)."

En rendant impératives les règles relatives à la charge de la preuve, la disposition en projet sera de nature à compromettre toute la matière du droit conventionnel des garanties et spécialement le droit conventionnel des garanties à première demande.

(1) F. 'T Kint, *Sûretés*, Précis de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain, Larcier, 1997, 2e éd., p. 415, n° 841.

Les deux exemples que l'on vient de donner sont purement illustratifs. Il ne fait aucun doute que d'autres hypothèses peuvent être envisagées dans lesquelles des conventions civiles ou commerciales couramment pratiquées et actuellement parfaitement licites seront frappées de nullité si le texte en projet vient à être adopté.

Compte tenu de ces considérations, le Conseil d'Etat croit dès lors devoir attirer l'attention de l'auteur du projet sur ce que si l'objectif poursuivi est et n'est que de protéger la partie économiquement faible dans le cadre des transactions électroniques, il serait indispensable de revoir fondamentalement le texte de manière à limiter tant son champ d'application que son contenu à l'objectif recherché. Toute autre solution risque de désarticuler totalement le droit des contrats civils et commerciaux.

2. Il convient, par ailleurs, de relever que certaines lois particulières ont déjà eu pour objectif de protéger la partie dite la plus faible notamment en prenant des mesures relatives au régime de la preuve.

Ainsi en est-il de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur qui, en son article 32, 18°, dispose que sont abusives les clauses et conditions ou les combinaisons de clauses et de conditions qui ont pour objet de limiter les moyens de preuve que le consommateur peut utiliser.

.../...

Il convient cependant de constater que cette disposition n'interdit en rien de modaliser la charge de la preuve (1) alors que la directive européenne 93/13/CEE du 5 avril 1993 consacrée aux clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs ne permet pas de modifier, au détriment du consommateur, les règles relatives à la charge de la preuve.

Certains auteurs (2) en concluent qu'en l'état actuel de la loi du 14 juillet 1991, précitée, les clauses relatives à la charge de la preuve ne peuvent être annulées que sur la base de l'article 31 de la même loi, lequel prévoit qu'est abusive toute clause ou condition qui, à elle seule ou combinée avec une ou plusieurs autres clauses ou conditions, crée un déséquilibre manifeste entre les droits et les obligations des parties.

D'autres lois telles que la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre ou la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation insistent sur la nécessité d'un engagement écrit sous peine de nullité.

Plus récemment, la loi du 3 avril 1997 relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec leurs clients par les titulaires de professions libérales, mettant également en oeuvre la directive européenne n° 93/13/CEE du

(1) O. Caprasse et A. Benoît-Moury, "Validité et force obligatoire des clauses contractuelles relatives à la preuve", in "Formation permanente CUP - Droit de la preuve", Vol. XIX, octobre 1997, éd. Formation permanente CUP, 1997, p. 118.

(2) Ibidem, p. 128.

5 avril 1993, précitée, a expressément prévu que sont nulles et interdites les clauses énumérées dans l'annexe de la loi, même si elles ont été négociées, et qui ont notamment pour objet ou pour effet

"de supprimer ou d'entraver l'exercice d'actions en justice ou des voies de recours par le client ... en limitant indûment les moyens de preuves à la disposition du client ou en imposant à celui-ci une charge de preuve qui, en vertu du droit applicable, devrait revenir normalement à une autre partie du contrat." (1).

Le Conseil d'Etat constate, dès lors, qu'il existe des textes normatifs particuliers qui tantôt règlent de façon impérative la question des moyens de preuve, tantôt celle de la charge de la preuve combinée avec la première question.

Dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, il conviendrait que l'auteur du projet fasse apparaître avec plus de clarté l'incidence de la modification en projet sur les lois particulières précitées.

3. En conclusion, la disposition doit être fondamentalement revue de manière à fixer, dans un texte particulier, les conditions assurant dans le cadre des transactions électroniques, la protection de la partie faible contre les modifications conventionnelles apportées aux règles relatives à la charge de la preuve. Ce texte doit, bien entendu,

(1) Annexe 1, q.

faire apparaître avec clarté son incidence sur les lois particulières précitées.

Article 3

(Article 1322 du Code civil en projet)

L'article 1322, alinéa 2, du Code civil en projet doit sans nul doute être revu car il est nécessaire que les termes utilisés soient choisis avec plus de circonspection et que les questions que la disposition entend régler soient examinées avec plus de rigueur.

1. Terminologie : "signature" et "écrit"

C'est notamment dans l'usage fait du mot signature que se manifeste un certain excès de généralité. En disposant que : "est assimilé à une signature manuscrite ...", le projet énonce une équivalence tout à fait générale entre une signature manuscrite et ce qui est assez couramment appelé une "signature électronique".

L'équivalence établie par le projet pourrait avoir pour conséquence que désormais dans toutes les normes du Code civil et même dans l'ensemble de la législation belge, le mot signature, évidemment écrit dans la pensée qu'il n'y en a d'autre que manuscrite, en vienne à désigner un tout autre comportement et un tout autre résultat que ceux qui ont été envisagés par l'auteur de ces normes lorsqu'il a utilisé le mot de "signature". Il est prudent d'éviter de transformer ainsi le sens d'un très grand nombre de textes, en ajoutant seulement quelques mots à une disposition de

.../...

principe, mais sans avoir le moins du monde vérifié si, oui ou non, pour le cas précis réglé par chacune des règles où apparaît le mot signature, il est souhaitable ou opportun d'en étendre le sens comme le fait le projet.

La généralité des termes utilisés pourrait conduire à des conséquences que les auteurs n'ont manifestement pas voulues. Ainsi, prise à la lettre, la rédaction proposée pourrait provoquer la question de savoir si l'article 970 du Code civil qui décrit les éléments du testament olographe, doit se trouver modifié par l'effet de ce que les auteurs du projet appellent l'"approche fonctionnelle" de la notion de "signature" et d'"écrit". Certes, le texte de l'article 970 précise "écrit, daté et signé de la main du testateur" mais, justement, le projet assimile la signature dite électronique à une signature manuscrite mot qui, - faut-il le rappeler ? - signifie bien "écrite de la main"; et l'exposé des motifs de son côté, insiste beaucoup sur le fait que le projet a été entrepris pour transformer la notion même d'écrit et faire en sorte que ce vocable ne se rapporte plus seulement à un "support papier". Il pourrait être soutenu, après la modification envisagée de l'article 1322, qu'un testament olographe peut être écrit, daté et signé de la main d'un testateur qui n'aurait cependant rien touché d'autre que des instruments électroniques.

L'on pourrait de même considérer que, prise à la lettre, la rédaction proposée de l'article 1322 du Code civil autoriserait la "signature électronique" d'un chèque, d'un billet à ordre ou d'une lettre de change et ce, en contradiction avec les règles actuellement en vigueur selon la Convention de Genève du 7 juin 1930.

.../...

D'autres exemples pourraient encore être donnés permettant d'apercevoir que l'assimilation de la signature électronique à la signature manuscrite, loin de résoudre les difficultés, pourrait conduire à les susciter alors que les auteurs du projet ne les ont manifestement pas voulues.

De manière à éviter toute ambiguïté concernant le champ d'application de cette approche, il convient que le texte fasse clairement apparaître que l'assimilation qu'il crée est applicable exclusivement en matière contractuelle et sans préjudice des lois particulières imposant dans telle ou telle matière le recours exclusif à un véritable écrit revêtu d'une signature manuscrite.

2. Contradictions

a) Le projet utilise un mot excessivement précis : celui de certitude. Le procédé dont il permet l'usage pour attester l'identité de l'auteur de l'acte et son adhésion au contenu de celui-ci doit, selon le texte, le faire avec "certitude". Il semble bien que l'intention des auteurs du projet ne soit cependant pas d'empêcher toute contestation sur cette identité ou cette adhésion dès qu'elles sont attestées par un procédé de cet ordre. Leur intention semble bien être, conformément à l'équivalence dont il vient d'être question ci-dessus, de ne conférer de force probante à l'acte envisagé que si l'auteur accepte d'y reconnaître sa marque, ainsi qu'il est dit à l'alinéa 1er de l'article 1322.

.../...

Si telle est l'intention, l'usage du mot "certitude" par le texte en projet y introduit une contradiction interne; il ne se comprendrait pas, en effet, que le procédé désigne avec certitude l'auteur de l'acte et que l'auteur désigné puisse néanmoins, malgré cette certitude, ne pas le reconnaître comme sien.

Si, en revanche, l'intention de l'auteur du projet était de permettre (voyez ci-dessous cette problématique) la dénégation dont il vient d'être question, il convient évidemment de ne pas employer le mot "certitude" pour qualifier le procédé nouveau dont le projet veut autoriser voire favoriser l'usage.

b) L'alinéa 3 en projet de l'article 1322 du Code civil dispose qu'

"en cas d'application de l'alinéa précédent, est assimilé à un acte sous seing privé original l'écrit signé dont le maintien de l'intégrité du contenu est établi avec certitude.".

En matière électronique, il est contradictoire de distinguer l'"acte original" - qui se caractérise par "la certitude du maintien de l'intégrité du contenu" - des copies pour lesquelles cette certitude n'existerait pas. En effet, en matière électronique, il n'y a pas de différence entre l'original et la copie. Soit l'intégrité du contenu est certaine, soit elle ne l'est pas, mais dans les deux cas, cela vaut pour l'original et la copie. S'il y a un original, les copies se caractérisent par la même certi-

.../...

tude et s'il n'y a pas d'original, il ne peut y avoir de copies, tout au plus y a-t-il une collection de fichiers.

3. Lacunes

Le système du projet repose tout entier sur l'idée de l'exclusivité de l'usage d'une clé pour identifier l'auteur d'un acte et son adhésion. L'état actuel de la technique ne semble toutefois pas permettre de garantir que jamais un tiers ne réussira à percer le secret de cette clé privée. Il se peut toujours aussi que le dépositaire de la clé en instruisse un tiers de confiance qui, pourtant, ne se montre pas digne d'elle.

Ni l'exposé des motifs, ni le texte, ne précisent si l'auteur apparent pourrait dénier sa signature comme le prévoient les textes des articles 1322 et suivants du Code civil.

Si cela lui est possible, il appartient à celui qui veut attribuer l'acte au dénégateur, et s'en prévaloir contre lui, de prouver qu'en dépit de son désaveu, il en est bien l'auteur; la fonction de la procédure dite de vérification d'écriture sert précisément à départager de tels litigants. La question se pose de savoir si dans le cas de l'usage des clés que permet le projet, l'utilisateur autorisé à se servir de la clé doit jouir de la même liberté de désaveu que celui qui porte le nom écrit par une véritable signature manuscrite, ou s'il doit, au contraire, prouver lui-même qu'il n'a pas été l'utilisateur de sa

.../...

propre clé (1). Il convient aussi de déterminer quelle est au juste la responsabilité du titulaire de la clé : et notamment si cette responsabilité peut exister sans faute de sa part ? S'il a confié la clé à un tiers, doit-il nécessairement répondre de l'utilisation que ce dernier en a faite ? Le texte du projet doit résoudre ces difficultés et ces solutions peuvent d'ailleurs être différentes selon l'acte en cause.

Le projet ne peut négliger non plus le fait que la technique envisagée évolue rapidement et dans de nombreuses directions; il est, dès lors, prudent de veiller à ne pas élargir le champ d'application de certaines dispositions du Code civil sans vérifier à quels procédés il est ainsi permis de recourir. Un procédé technique ne peut produire d'effets légaux que si l'autorité publique s'est assurée qu'il possède bien les traits auxquels ces effets peuvent être attachés.

Articles 5, 7 et 8

1. Il est renvoyé à l'observation 2, b), faite sous l'article 3.

2. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée de la modification de l'article 1335 du Code civil dans la mesure où celui-ci concerne les actes authentiques.

(1) Voyez notamment sur cette question l'article 11 du projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné le 16 septembre 1998 l'avis L. 27.922/4.

Il semble en effet que les assimilations qui résultent de l'article 1322 en projet ne concernent que le régime de preuve des actes sous seing privé.

Le renvoi à la notion d'acte authentique crée ici la confusion la plus entière.

Les dispositions examinées doivent être fondamentalement revues.

Onderzoek van het ontwerp

I. Algemene opmerkingen

1. Dit voorontwerp van wet hangt inzonderheid samen met een voorontwerp van wet betreffende de werking van erkende certificatie-autoriteiten met het oog op het gebruik van digitale handtekeningen dat onder het nummer L. 27.922/4 ter fine van advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd.

Artikel 3, § 5, van laatstgenoemd ontwerp bepaalt :

"Onverminderd de artikelen 1323 en volgende van het burgerlijk wetboek is een digitale handtekening, gerealiseerd op grond van een certificaat uitgegeven onder de door deze wet vastgestelde voorwaarden, een handtekening in de zin van artikel 1322 van het burgerlijk wetboek wanneer zij door een natuurlijke persoon voor dat doel aangebracht wordt.".

Bij artikel 3 van het ontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het bewijs van verbintenissen wordt artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek aangevuld met twee nieuwe leden, luidende :

"Wordt gelijkgesteld met de eigenhandig geschreven handtekening, de gegevensverzameling die ontstaat uit de transformatie van het geschrift en waaruit met zekerheid de identiteit van de auteur en zijn instemming met de inhoud van het geschrift blijkt.

.../...

Bij toepassing van vorige alinea wordt het onder-
tekende geschrift waarvan het behoud van de integriteit
van de inhoud met zekerheid vaststaat, gelijkgesteld
met een originele onderhandse akte."

Volgens de toelichting bij deze bepaling wordt
artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek zo aangevuld dat de
daarin vervatte omschrijving niet alleen beperkt blijft "tot
de momenteel bestaande technische procédés van "digitale"
handtekening". Het is de bedoeling een regeling te treffen
die aangepast is aan de ontwikkelingen in de informatica en
elektronica die zich op dat gebied nog kunnen voordoen.

Algemeen zou het voor de rechtszekerheid beter zijn
dat de bewijskracht van elektronische handtekeningen,
waaronder digitale handtekeningen, rechtstreeks geregeld
wordt in artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek in plaats
van in verschillende afzonderlijke regelingen.

Bovendien blijkt dat de ontworpen teksten interpre-
tatieproblemen kunnen opleveren. Zo blijkt uit artikel 3,
§ 5, van het ontwerp waarover het voormelde advies
L. 27.922/4 is uitgebracht dat een digitale handtekening
overeenkomstig het ontworpen artikel 1322 gelijkgesteld
wordt met een handgeschreven handtekening voor zover "zij
door een natuurlijke persoon voor dat doel aangebracht
wordt".

In het ontworpen artikel 1322 van het Burgerlijk
Wetboek wordt evenwel geen rekening gehouden met de hoe-
danigheid waarin de ondertekenaar zijn handtekening heeft
geplaatst.

.../...

2. De Raad van State heeft overigens ook een adviesaanvraag gekregen omtrent een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bepalingen betreffende de elektronische handtekening, geldend voor de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels" (advies nr. L. 28.098/1/V).

Met dat ontworpen besluit wil men een voorlopig systeem van elektronische handtekeningen voor de sociale zekerheid invoeren.

Daartoe wordt in de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid een nieuw artikel 16bis ingevoegd, luidende :

"In de gevallen bepaald door de Koning, geldt voor de toepassing van de sociale zekerheid, benevens de eigenhandig geschreven handtekening, ook als handtekening, het resultaat dat ontstaat uit een asymmetrisch-cryptografische transformatie van een elektronische gegevensverzameling, voorzover een door de Kruispuntbank erkende certificatie-autoriteit heeft gecertificeerd dat deze transformatie toelaat met een redelijke zekerheid de identiteit van de auteur en zijn instemming met de inhoud van de gegevensverzameling vast te stellen, evenals de integriteit van de gegevensverzameling.".

Hoewel het de bedoeling is dat dit besluit slechts beperkte tijd van kracht blijft (van 1 oktober 1998 tot 30 juni 1999), stelt de Raad van State vast dat er aldus niet minder dan drie verschillende regelingen bestaan waarin één of ander aspect van de problemen die uit het elektronische verkeer voortvloeien, wordt behandeld.

.../...

Toestemming geven om in de sociale zekerheid elektronische handtekeningen te gebruiken is één zaak, maar elektronische handtekeningen gelijkstellen met handgeschreven handtekeningen en die elektronische handtekeningen definiëren is vooruitlopen op de eerste twee ontwerpen, die een toereikend wettelijk kader voor de ontwikkeling van die technologie beogen te bieden.

Zulk een werkwijze draagt niet bij tot de rechtszekerheid en nog minder tot de coherentie van ons rechtstelsel.

Bepalend gedeelte

Artikel 2

(ontworpen artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek)

1. Artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek heeft betrekking op de bewijslast en bepaalt :

"Hij die de uitvoering van een verbintenis vordert, moet het bestaan daarvan bewijzen. Omgekeerd moet hij die beweert bevrijd te zijn, het bewijs leveren van de betaling of van het feit dat het tenietgaan van zijn verbintenis heeft teweeggebracht."

.../...

Zowel in de rechtsleer (1) als in de rechtspraak (2) wordt ervan uitgegaan dat de wettelijke voorschriften betreffende het bewijs in burgerlijke zaken noch van openbare orde, noch dwingend zijn, zodat de partijen bij overeenkomst kunnen bepalen dat ze van artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek afwijken, hetzij om de wettelijke voorschriften af te zwakken, hetzij om ze te versterken.

Artikel 2 van het voorontwerp heeft tot doel artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen met het volgende lid :

"Overeenkomsten die van de bepalingen van dit artikel afwijken worden als onbestaande beschouwd, tenzij ze na de aanvang van een gerechtelijk geding zijn gesloten.".

In de toelichting bij de ontworpen bepaling wordt erop gewezen dat het huidige artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek noch van openbare orde, noch dwingend is en dat de partijen bij overeenkomst van dat artikel kunnen afwijken; daarin wordt tevens het volgende opgemerkt :

(1) R. Mougnot, "Het Bewijs", Rép. not., deel IV, boek II, uitgave 1997, Larcier, blz. 89; N. Verheyden-Jeanmart, Droit de la preuve, Précis de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain, Larcier, 1991, blz. 29.

(2) Cass., 30 januari 1947, Arresten van het Hof van Verbreking, 1947, I, blz. 22; Cass., 30 september 1948, Arresten van het Hof van Verbreking, 1948, I, blz. 449; Cass. 20 juni 1957, Arresten van het Hof van Verbreking, 1957, I, blz. 885.

"In de praktijk heeft deze contractuele vrijheid vaak als gevolg dat een economisch zwakkere partij, bij gebrek aan juridische kennis, zich verbindt tot een zeer nadelige bewijsregeling, die de bewijslast in verband met elektronische transacties grotendeels op zijn of haar schouders legt. Om deze partij te beschermen wordt in artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek een derde lid toegevoegd, waardoor overeenkomsten die van de bewijsregeling van dat artikel afwijken, als onbestaande beschouwd worden, tenzij ze na de aanvang van een gerechtelijk geding zijn gesloten.".

Op te merken valt dat de doelstelling die de steller van het ontwerp aldus nastreeft - namelijk de economisch zwakke partij bij elektronische transacties beschermen - via een algemene bepaling ertoe leidt dat het bewijsrecht zeer grondig wordt gewijzigd. Het ontworpen artikel 1315, derde lid, brengt immers mede dat de bepalingen betreffende de bewijslast dwingend worden voor alle overeenkomsten, zowel in burgerlijke als in handelszaken.

De Raad van State wijst erop dat de ontworpen bepaling zeer zware gevolgen zal hebben als ze goedgekeurd wordt. Die regel zal immers voor alle aangelegenheden gelden, en niet alleen voor elektronische transacties. Zelfs in die sector kan de ontworpen bepaling volkomen ongeschikt blijken aangezien de medecontractanten - zoals meestal het geval is in handelszaken - economisch op voet van gelijkheid staan.

De regels betreffende de bewijslast algemeen dwingend maken, zou gevolgen hebben die moeilijk te aanvaarden zijn. In tegenstelling met wat in de memorie van toelichting wordt gesteld, lijkt vast te staan dat de

.../...

ontworpen bepaling tot gevolg zal hebben dat alle overeenkomsten waarin de bewijslast impliciet gewijzigd wordt, nietig worden. Dat is onder meer het geval wanneer de partijen de verbintenis van een schuldenaar als een resultaatsverbintenis kwalificeren. In de rechtsleer wordt er algemeen van uitgegaan dat die kwalificatie een contractuele wijziging van de bewijslast oplevert (1). Zulke overeenkomsten komen evenwel vaak voor en zijn thans zowel in burgerlijke als in handelszaken volkomen wettig. Ook de overeenkomsten waarbij een garantie op eerste verzoek wordt gesteld, leiden tot een contractuele wijziging van de regels betreffende de bewijslast. Zo schrijft F. 'T KINT :

"la garantie à première demande est la garantie la plus fréquente et la plus rigoureuse. Comme l'indique sa dénomination, elle sera exigible à tout moment, à l'entière discrétion et sur simple appel du bénéficiaire. Aucune justification n'est requise. Et le paiement devra intervenir sans délai. Le banquier (et plus encore le donneur d'ordre) s'en remet à la totale bonne foi du bénéficiaire."

(1) Dat komt heel duidelijk tot uiting bij R. Mougenot (op. cit., blz. 89) die als voorbeeld van een bij overeenkomst vastgestelde afwijking van de regels van artikel 1315 van het Burgerlijk Wetboek verwijst naar het geval waarin medecontractanten overeenkomen om de verbintenissen van een schuldenaar als resultaatsverbintenissen te kwalificeren; in dezelfde zin schrijft N. Verheyden-Jeanmart in voetnoot 32 op blz. 48 dat de partijen, wanneer ze de verbintenis van de schuldenaar als een resultaatsverbintenis kwalificeren, de bewijslast omkeren; zie ook, in dezelfde zin, G. Goubeaux en P. Bihr, Répertoire de droit civil Dalloz, V° Preuve, nr. 165.

Zelfs in de variant waarbij de waarborg wordt afgezwakt en wordt geëist dat de begunstigde zijn verzoek met redenen omkleedt, gaat het om een loutere vormvereiste :

"le bénéficiaire doit indiquer, dans une déclaration écrite et formelle, la raison qui justifie l'appel à la garantie : retard, malfaçons, inexécution totale ou partielle. Aucune preuve de ce qu'il allègue ne doit être apportée et aucun contrôle n'est exigé du banquier (1)".

Door de regels betreffende de bewijslast dwingend te maken, kan de ontworpen bepaling het hele verbintenissenrecht inzake waarborgen en meer bepaald het verbintenissenrecht inzake de garantie op eerste verzoek op de helling zetten.

Dat zijn slechts twee voorbeelden. Er zijn ongetwijfeld nog andere gevallen waarin courant voorkomende en thans volkomen wettige overeenkomsten in burgerlijke of handelszaken nietig worden als de ontworpen bepaling wordt goedgekeurd.

Gelet op die overwegingen meent de Raad van State de steller van het ontwerp er dus attent op te moeten maken dat de tekst, als hij uitsluitend bedoeld is om de economisch zwakke partij in het kader van elektronische transacties te beschermen, grondig moet worden herzien en dat de werkingssfeer en de inhoud ervan tot het beoogde doel moeten worden beperkt, zo niet dreigt het recht inzake burgerlijke en handelsovereenkomsten volledig ontwricht te worden.

(1) F. 'T Kint, *Sûretés, Précis de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain*, Larcier, 1997, 2e uitgave, blz. 415, nr. 841.

2. Voorts valt op te merken dat er al specifieke wetten zijn om de zogenaamde zwakke partij te beschermen en die inzonderheid maatregelen in verband met de bewijslast-regeling bevatten.

Zo bepaalt artikel 32, 18°, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument dat de bedingen en voorwaarden of de combinaties van bedingen en voorwaarden die ertoe strekken de bewijsmiddelen, te beperken, die de consument kan aanwenden onrechtmatig zijn.

Toch moet worden vastgesteld dat deze bepaling geenszins verbiedt de bewijslast aan te passen (1), terwijl de Europese richtlijn 93/13/EEG van 5 april 1993, die handelt over de oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten, niet de mogelijkheid biedt om de regels betreffende de bewijslast te wijzigen ten nadele van de consument.

Sommige auteurs (2) besluiten daaruit dat bedingen betreffende de bewijslast bij de huidige stand van de genoemde wet van 14 juli 1991 alleen nietigverklaard kunnen worden op grond van artikel 31 van diezelfde wet, dat bepaalt dat elk beding dat of elke voorwaarde die, alleen of in samenhang met een of meer andere bedingen of voorwaarden, een kennelijk onevenwicht schept tussen de rechten en plichten van de partijen, onrechtmatig is.

(1) O. Caprasse en A. Benoît-Moury, "Validité et force obligatoire des clauses contractuelles relatives à la preuve", in "Formation permanente CUP - Droit de la preuve", DL. XIX, oktober 1997, uitg. Formation permanente CUP, 1997, blz. 118.

(2) Ibidem, blz. 128.

Andere wetten, zoals de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst of de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, beklemtonen de vereiste van een schriftelijke verbintenis op straffe van nietigheid.

Meer recentelijk heeft de wet van 3 april 1997 betreffende oneerlijke bedingen in overeenkomsten gesloten tussen titularissen van vrije beroepen en hun cliënten, die ook de genoemde Europese richtlijn nr. 93/13/EEG van 5 april 1993 ten uitvoer legt, uitdrukkelijk bepaald dat de bedingen die in de bijlage van de wet zijn opgesomd nietig en verboden zijn, ook al zijn ze na onderhandelingen tot stand gekomen, deze bedingen hebben onder meer het volgende tot doel of tot gevolg :

"het indienen van een beroep of het instellen van een rechtsvordering door de cliënt te beletten of te belemmeren, (...) door de bewijsmiddelen waarop de cliënt een beroep kan doen op ongeoorloofde wijze te beperken of hem een bewijslast op te leggen die volgens het geldende recht normaliter op een andere partij bij de overeenkomst rust." (1).

De Raad van State stelt bijgevolg vast dat er specifieke regelgevende teksten zijn die de ene keer de kwestie van de bewijsmiddelen, en de andere keer de kwestie van de bewijslast in samenhang met de eerste kwestie, op dwingende wijze regelen.

(1) Bijlage 1, q.

Ter wille van de samenhang en de rechtszekerheid zou de steller van het ontwerp de gevolgen van de ontworpen wijziging voor de genoemde specifieke wetten duidelijker moeten aangeven.

3. Het besluit is dan ook dat de bepaling grondig moet worden herzien om in een specifieke tekst de voorwaarden vast te stellen die, in het kader van elektronische transacties, de bescherming van de zwakke partij waarborgen tegen de wijzigingen die bij overeenkomst worden aangebracht in de regels betreffende de bewijslast. Die tekst moet natuurlijk de gevolgen ervan voor de genoemde specifieke wetten duidelijk aangeven.

Artikel 3

(ontworpen artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek)

Het ontworpen artikel 1322, tweede lid, van het Burgerlijk wetboek moet ongetwijfeld worden herzien : de gebruikte termen moeten zorgvuldiger worden gekozen en de vraagstukken die de bepaling wil regelen, moeten nauwgezet worden onderzocht.

1. Terminologie : "handtekening" en "geschrift"

Met name het woord "handtekening" wordt in een te algemene zin gebruikt. Door het volgende te bepalen : "wordt gelijkgesteld met de eigenhandig geschreven

.../...

handtekening ...", stelt het ontwerp een handgeschreven handtekening op zeer algemene wijze gelijk met datgene wat doorgaans een "elektronische handtekening" wordt genoemd.

De bij het ontwerp ingestelde gelijkwaardigheid zou tot gevolg kunnen hebben dat het woord "handtekening", dat in alle rechtsregels van het Burgerlijk Wetboek, en zelfs in de hele Belgische wetgeving klaarblijkelijk gebruikt is vanuit de idee dat er alleen een handgeschreven handtekening bestaat, voortaan een heel andere gedraging en een heel ander resultaat zal aanduiden dan die welke de steller van die rechtsregels voor ogen had toen hij het woord "handtekening" heeft gebruikt. Voorzichtigheidshalve dient voorkomen te worden aldus de betekenis van een zeer groot aantal teksten te wijzigen door gewoonweg enkele woorden toe te voegen aan een principiësbepaling, maar zonder ook maar enigszins te hebben nagegaan of het voor het specifieke geval dat bij elk van de regels waarin het woord "handtekening" voorkomt, is geregeld, wenselijk of dienstig is om de betekenis daarvan uit te breiden zoals geschiedt in het ontwerp.

Het gebruik van zeer algemene bewoordingen zou gevolgen met zich kunnen meebrengen die de stellers van de rechtsregels kennelijk niet gewild hebben. Zo zou de voorgestelde redactie, naar de letter, de vraag kunnen doen rijzen of wat de stellers van het ontwerp de "functionele benadering" van de begrippen "handtekening" en "geschrift" noemen, niet tot gevolg heeft dat ook artikel 970 van het Burgerlijk Wetboek, waarin de kenmerken van het eigenhandig testament worden beschreven, gewijzigd wordt. Artikel 970

.../...

preciseert weliswaar "met de hand van de erflater geschreven, gedagtekend en ondertekend", maar het ontwerp stelt de zogenaamde elektronische handtekening gelijk met een handgeschreven handtekening, wat, ten overvloede, wel degelijk "met de hand geschreven" betekent; in de memorie van toelichting wordt dan weer sterk benadrukt dat het ontwerp bedoeld is om het begrip "geschrift" zelf te veranderen en ervoor te zorgen dat deze benaming niet meer alleen betrekking heeft op een "papieren drager". Men zou kunnen stellen dat, na de voorgenomen wijziging van artikel 1322, een eigenhandig testament met de hand geschreven, gedagtekend en ondertekend zou kunnen worden door de erflater, zonder dat deze evenwel iets anders heeft aangeraakt dan elektronische middelen.

Zo ook zou men kunnen stellen dat de redactie die wordt voorgesteld voor artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek naar de letter de "elektronische ondertekening" van een cheque, een orderbriefje of een wisselbrief zou toestaan, wat in strijd is met de regels die thans gelden luidens het Verdrag van Genève van 7 juni 1930.

Er zijn nog andere voorbeelden die aantonen dat de gelijkstelling van de elektronische handtekening met de handgeschreven handtekening, veeleer problemen kan veroorzaken dan oplossen, wat de stellers van het ontwerp kennelijk niet hebben gewild.

Om volledige klaarheid te scheppen omtrent de werkingssfeer van deze benadering, dient uit de tekst duidelijk te blijken dat de daarin ingevoerde gelijkstelling

.../...

uitsluitend geldt voor overeenkomsten en onverminderd de specifieke wetten die voor bepaalde materies voorschrijven dat alleen mag worden gewerkt met een echt geschrift dat met een handgeschreven handtekening ondertekend is.

2. Tegenstrijdigheden

a) In het ontwerp wordt een uiterst precies woord gebruikt : zekerheid. De methode die luidens het ontwerp mag worden gehanteerd om de identiteit van de steller van de akte aan te tonen, alsook diens instemming met de inhoud van de tekst, moet luidens diezelfde tekst "zekerheid" bieden. Het lijkt echter niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp te zijn iedere betwisting omtrent die identiteit of die instemming, zodra deze aan de hand van zulk een methode aangetoond zijn, onmogelijk te maken. Het lijkt daarentegen wel hun bedoeling te zijn, overeenkomstig de zonet besproken gelijkstelling, alleen bewijskracht te verlenen aan de betrokken akte indien de steller ervan bereid is te erkennen dat ze van hem is, zoals bepaald wordt in het eerste lid van artikel 1322.

Indien dat de bedoeling is, zorgt het woord "zekerheid" voor een interne tegenstrijdigheid in het ontwerp; er kan immers niet worden ingezien hoe met de betrokken methode de steller van de akte met zekerheid kan worden aangewezen, terwijl degene die als de steller ervan wordt aangewezen, hoewel die zekerheid bestaat, de mogelijkheid heeft de akte niet als de zijne te erkennen.

.../...

Indien het daarentegen de bedoeling was van de steller van het ontwerp om erin te voorzien dat een persoon kan ontkennen de steller van een akte te zijn (hierna wordt nader ingegaan op deze problematiek), mag het woord "zekerheid" uiteraard niet worden gebruikt om de nieuwe methode aan te duiden, waarvan het ontwerp het gebruik wil toestaan en zelfs wil bevorderen.

b) Het ontworpen derde lid van artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt :

"bij toepassing van vorige alinea wordt het ondertekende geschrift waarvan het behoud van de integriteit van de inhoud met zekerheid vaststaat, gelijkgesteld met een originele onderhandse akte.".

Bij het elektronische verkeer is het tegenstrijdig een onderscheid te maken tussen de "originele akte" - die gekenmerkt wordt door "zekerheid van het behoud van de integriteit van de inhoud" - en de kopieën, waarvoor die zekerheid niet zou bestaan. Bij het elektronische verkeer is er immers geen verschil tussen het origineel en de kopie. Ofwel staat de integriteit van de inhoud vast, ofwel niet, maar in de beide gevallen geldt dat zowel voor het origineel als voor de kopie. Indien er een origineel bestaat, worden de kopieën gekenmerkt door dezelfde zekerheid, en indien er geen origineel bestaat, kunnen er geen kopieën zijn, er is dan hooguit een verzameling van bestanden.

.../...

3. Leemten

De regeling van het ontwerp is volledig gebaseerd op de idee dat de sleutel die de steller van een akte identificeert en die aantoonst of hij met die akte heeft ingestemd, slechts door één persoon kan worden gebruikt. De huidige techniek lijkt echter niet te kunnen waarborgen dat een derde er nooit in zou slagen het geheim van de privé-sleutel te kraken. Het is ook altijd mogelijk dat de houder van de sleutel een vertrouweling ervan in kennis stelt en dat die daarvan misbruik maakt.

Noch in de memorie van toelichting, noch in het ontwerp wordt aangegeven of de vermoedelijke steller kan ontkennen dat het om zijn handtekening gaat, zoals bepaald wordt in de artikelen 1322 e.v. van het Burgerlijk Wetboek.

Diegene die de akte wil toeschrijven aan een persoon die ontkent de steller ervan te zijn, en deze akte tegen hem wil inbrengen, moet, indien hij dat kan, aantonen dat de betrokkene, ondanks het feit dat hij het ontkent, wel degelijk de steller is van de akte; de zogenaamde procedure voor verificatie van het geschrift dient juist om in zulke geschillen te achterhalen wie gelijk heeft. De vraag rijst of in het geval van het gebruik van sleutels waartoe het ontwerp de mogelijkheid biedt, de persoon die gemachtigd is een bepaalde sleutel te gebruiken eenzelfde vrijheid van ontkenning moet genieten als degene die de naam draagt welke is aangebracht met een echte handgeschreven handtekening, dan wel of hij zelf moet bewijzen dat hij niet de gebruiker

.../...

is geweest van zijn eigen sleutel (1). Ook dient te worden bepaald hoe ver precies de verantwoordelijkheid van de houder van de sleutel reikt, en inzonderheid of die verantwoordelijkheid kan bestaan wanneer hij geen fout heeft gemaakt. Indien hij de sleutel aan een derde heeft toevertrouwd, is hij dan noodzakelijk verantwoordelijk voor het gebruik dat die persoon daarvan heeft gemaakt ? Het ontwerp moet deze vraagstukken oplossen; deze oplossingen kunnen trouwens verschillen naargelang van de betrokken akte.

Het ontwerp mag ook het gegeven niet verwaarlozen dat de beoogde techniek zich snel en in talrijke richtingen ontwikkelt; voorzichtigheidshalve dient er dan ook over te worden gewaakt dat de werkingssfeer van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek niet wordt uitgebreid zonder dat wordt nagegaan welke methodes men als gevolg daarvan zal kunnen gebruiken. Een bepaalde techniek kan alleen rechtsgevolgen hebben wanneer de overheid er zeker van is dat het wel degelijk de kenmerken heeft waaraan die rechtsgevolgen verbonden kunnen worden.

Artikelen 5, 7 en 8

1. Verwezen wordt naar opmerking 2, b), gemaakt bij artikel 3.

(1) Zie daaromtrent onder meer artikel 11 van het ontwerp waarover de Raad van State op 16 september 1998 advies L. 27.922/4 heeft uitgebracht.

2. De Raad van State stelt zich vragen bij de strekking van de wijziging van artikel 1335 van het Burgerlijk Wetboek voor zover het betrekking heeft op authentieke akten.

De gelijkstellingen die voortvloeien uit het ontworpen artikel 1322 lijken immers alleen betrekking te hebben op de bewijsregeling inzake onderhandse akten.

De verwijzing naar het begrip "authentieke akte" schept hier de grootst mogelijke verwarring.

De onderzochte bepalingen moeten grondig worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS